

<http://www.econospheres.be/Volet-5-Une-rivalite-accrue-dans-tous-les-domaines>



Dossier : La rivalité sino-américaine

Volet 5 : Une rivalité accrue dans tous les domaines

- Archives Textes -



Date de mise en ligne : lundi 10 décembre 2018

Copyright © Éconosphères - Tous droits réservés

Avec la hausse soudaine des droits douaniers sur l'acier et l'aluminium, le gouvernement américain a déclaré ouverte une guerre commerciale mondiale. Si les Européens semblent les plus touchés, la Chine est pourtant la première visée, même si les deux produits incriminés ne figurent pas parmi les exportations majeures de l'« empire du Milieu » aux États-Unis. Cet épisode est l'apothéose de vingt-cinq années de dénigrement du pays asiatique par les États-Unis pour en faire aujourd'hui l'ennemi public numéro un. En une série de cinq analyses, le Gresea propose de revenir sur cet axe fondamental de l'économie mondiale contemporaine.

Pour les États-Unis et surtout son élite, la Chine apparaît comme l'ennemi numéro un. Outre-Atlantique, certains se préparent à une guerre tout terrain. La bataille actuellement économique, commerciale et technologique risque de prendre d'autres tournures. On en voit déjà très clairement les prémises.

Un domaine particulier qu'analyse en permanence la Commission de surveillance économique et sécuritaire des relations sino-américaines est la question militaire. Dans un article précédent, nous avons montré les rapports de forces entre puissances, notamment dans le graphique 5 et le tableau 3 [1]. On peut y voir que les dépenses militaires américaines sont près de trois fois plus élevées que celles de la Chine, même si cet écart tend à se réduire au fil des années.

Les spécialistes estiment, néanmoins, qu'il faudrait sans doute multiplier par un indice situé entre 2,5 à 4 afin d'évaluer les véritables dépenses chinoises et d'assurer une meilleure comparaison [2]. Mais, dans ce cas, on devrait également adapter les chiffres américains, qui ne comptabilisent pas tout non plus. Chalmers Johnson, par exemple, affirme que le budget déclaré des États-Unis devrait être doublé parce qu'il ne tient pas compte, par exemple, de toutes les dépenses effectuées en Afghanistan et en Irak, parce que l'énergie nucléaire est à charge du Département de l'Énergie, etc. [3]

Dès lors, l'allocation de la Défense de 600 milliards de dollars représenterait une dépense globale de 1.200 milliards. Si on prend le montant de 225 milliards pour la Chine en 2016 (dernier en date dont nous disposons) et qu'on le multiplie par quatre, cela donne 900 milliards. Comme le montre le graphique 5 et le tableau 3 précédemment cité, l'empire du Milieu augmente ses budgets militaires. Et cela ne manque pas d'inquiéter le Pentagone.

En 2015, Beijing a publié un livre blanc sur sa stratégie militaire (*China's Military Strategy*). Il indique son option de s'adapter aux conditions modernes de la guerre, avec un équipement technologie de pointe, capable de riposter en cas d'attaques cybernétiques. Le gouvernement ne prévoit pas de conflit dans l'immédiat. Il espère une situation de paix qui perdure dans les relations internationales [4]. Mais le pays doit assurer sa sécurité politique et sa stabilité sociale.

Et le document inaugure une adaptation chinoise de la célèbre locution latine *si vis pacem, para bellum* [5]. Ce que l'ancien commandant de sous-marin et chargé d'études au Centre d'études stratégiques de la Marine Hughes Eudeline interprète comme la possibilité de mener des guerres préventives face à des dangers imminents [6].

Le camp stratégique de Djibouti

Dans ce cadre, la Chine a développé sa première base à l'étranger à Djibouti, l'ancienne colonie française. C'est un endroit stratégique, liant directement le golfe d'Aden à la mer Rouge. C'est par là que passent la plupart des navires d'Asie de l'Est pour remonter vers le canal de Suez et la Méditerranée. La construction des infrastructures militaires a commencé en février 2016. Elles sont opérationnelles depuis août 2017 et quelque 400 soldats y ont pris place.

Les militaires chinois ne seront pas les premiers à débarquer sur ce minuscule territoire de 23.200 km². C'est la cinquième installation après celle historique de la France qui occupe 1.450 combattants, celle des États-Unis, la plus imposante avec 4.000 hommes, le petit contingent japonais de 180 engagés dans les forces spéciales d'autodéfense et une base italienne qui peut accueillir jusqu'à 300 recrues. En même temps, l'Espagne utilise une petite partie de l'équipement français pour ses propres troupes aériennes. Les Émirats arabes unis disposent d'un camp tout près, à Assab en Érythrée, d'où ils peuvent envoyer ses leurs avions au Yémen dans le cadre de la coalition dirigée par l'Arabie Saoudite pour combattre les Houthis, alliés de l'Iran. Ils vont ouvrir une autre installation à Berbera au Somaliland, également proche de Djibouti. Et l'Arabie Saoudite compte en ériger une incessamment dans la petite République de Djibouti.



Camp US à Djibouti

Beijing compte, pourtant, s'appuyer sur un avantage de taille : depuis cinq ans, ses firmes ont investi 14 milliards de dollars, à la fois pour développer les infrastructures locales (port de Doraleh, aéroport de Bicidley...) et les voies vers l'Éthiopie voisine, où la Chine a, elle aussi, déjà beaucoup dépensé (pipeline d'eau, ligne de chemin de fer Addis-Abeba-Djibouti...). Une nouvelle fois, c'est la China Exim Bank qui a financé ces initiatives. Djibouti est donc un centre névralgique et certaines sources avancent que la Chine pourrait envoyer jusqu'à 10.000 hommes dans cette enclave africaine pour 2026 [7]. Elle a déjà amené les blindés les plus modernes jamais utilisés en Afrique (les modèles 095 et 90-II) [8].

Les plus révoltés face à ce déploiement sont incontestablement les Américains. Ceux-ci ont dû déménager leur centre secondaire à Obock pour laisser la place aux Chinois. Le président de Djibouti, Ismaïl Omar Guelleh, s'en fait l'écho dans une interview accordée à *Jeune Afrique* : « Je sais que cette obsession de la présence chinoise existe. Mais elle est à la fois infondée et unilatérale. Les Chinois n'ont aucun problème à cohabiter avec les Occidentaux à Djibouti, à condition qu'on ne vienne pas constamment espionner leurs installations. Les Américains, par contre, en font une fixation. Ils nous répètent sans cesse que cette présence chinoise les gêne pour leurs opérations. En réalité, la base chinoise en construction à Doraleh, qui jouxte le nouveau quai et la nouvelle zone franche, n'abritera pas plus de quatre cents hommes. » [9].

Le Pentagone avance un autre argument : la base de Djibouti en annoncerait beaucoup d'autres [10]. Ce n'est sans doute pas faux. Les négociations pour l'installation d'un second camp chinois en Namibie à Walvis Bay sont en cours. Elles se mèneraient également au Pakistan, dont le port de Gadwar peut déjà servir à la marine chinoise. Une autre implantation serait confirmée en Afghanistan [11]. En outre, Beijing vient de lancer son second porte-avions, entièrement construit dans le pays, et se prépare à en réaliser un troisième, des bâtiments qui pourraient mouiller dans le port de Doraleh.

Mais cette inquiétude américaine est assez malvenue, alors que les États-Unis disposent de du plus grand contingent de soldats à l'étranger : près de 200.000 hommes répartis sur plus de 800 bases dans 177 pays à travers le monde. Les plus grandes concentrations de militaires américains se trouvent au Japon avec 39.300 hommes, en Corée (23.400), mais aussi en Allemagne (34.800) et en Italie (12.100). Cette représentation planétaire constitue un sixième du budget de la Défense, soit environ 100 milliards de dollars [12].

Il est clair, cependant, que les intérêts croissants à l'étranger poussent la Chine à les protéger. La situation survenue en Libye, avec l'attaque franco-britannique, soutenue par Washington, en 2011, a créé un traumatisme dans la tête des responsables chinois. Il avait fallu évacuer 10.000 ressortissants du borbier libyen en quelques jours. Avec des bases un peu partout dans le monde, notamment à Djibouti, un tel déménagement serait plus facile.

Le livre blanc sur la stratégie militaire souligne ce nouvel enjeu pour Beijing. Il affiche clairement sa volonté de « sauvegarder la sécurité des intérêts étrangers de la Chine » [13]. Les projets d'installations armées au Pakistan et en Afghanistan s'inscrivent pleinement dans la nécessité d'assurer la stabilité d'une partie des nouvelles routes de la soie, en particulier son corridor numéro 3, celui qui relie Kachgar à Gadwar, l'un des plus dangereux comme nous l'avons signalé dans l'article « Les nouvelles routes de la soie : le cauchemar de Brzezinski passe par l'Asie centrale » [14].

Les énergies essentielles pour le futur développement économique du pays posent également problème. Ainsi, la Chine a investi dans plus de quarante pays pour garantir son approvisionnement. En 2016, elle dépend à 64% des importations pour le pétrole. Chiffre qui devrait passer à 80% en 2035, selon l'Agence internationale de l'énergie. Quant au gaz, la Chine en importe les 36% et cela devrait passer à 42% en 2035. [15]

Le positionnement militaire de la Chine

Pour se défendre, la Chine s'appuie aussi sur une entente principalement militaire avec un certain nombre de pays d'Asie centrale. Au départ, il s'agissait du groupe des cinq de Shanghai, créé juste après l'effondrement de l'URSS, en 1992, entre la Chine, la Russie, le Kazakhstan, le Kirghizistan et le Tadjikistan. En 2001, cette association, l'Organisation de coopération de Shanghai (SCO suivant le sigle anglais [16]), devient officielle avec un secrétariat et un comité interministériel, avec la participation de l'Ouzbékistan. En 2017, l'Inde et le Pakistan y adhèrent également.

En juillet 2005, la SCO va exiger le retrait des troupes américaines des territoires des États membres, c'est-à-dire celles qui étaient stationnées au Kirghizistan et en Ouzbékistan, notamment dans le cadre de l'après 11 septembre et de la guerre menée en Afghanistan. Quelques semaines plus tard, le gouvernement ouzbek demande la libération de la base de Karshi-Khanabad, l'armée américaine quitte le pays dans les six mois. [17] Pour le Kirghizistan, cela aura duré un peu plus longtemps, avec la fermeture du camp de Manas en 2014. De ce fait, les États-Unis n'ont plus d'installations fixes en Asie centrale.

Les interventions militaires permanentes, que cela soit en Serbie, en Afghanistan, en Irak, en Libye, en Syrie, sans compter des frappes ponctuelles en Somalie, représentent un avantage manifeste des Américains. La Chine n'a pas

Volet 5 : Une rivalité accrue dans tous les domaines

cette posture. Elle utilise les missions de l'ONU pour apprendre les conditions de la guerre concrète. Depuis 2008, la Chine est le pays qui fournit le plus de soldats aux Casques bleus [18]. Ils sont 2.500 en Afrique, en particulier au Sud-Soudan (1.052), au Liberia (666) et au Mali (402). [19]

Il existe un courant belliciste en Chine. Ainsi, Liu Mingfu, un colonel à la retraite, mais qui enseigne à l'Université militaire nationale, a écrit un livre incendiaire, publié en 2010, dont le titre annonce immédiatement la couleur : *Le rêve de la Chine : penser la grande puissance et le positionnement stratégique de la Chine à l'ère post-américaine* [20]. Il y défend notamment que Beijing devrait songer à remplacer Washington comme nation leader du monde. Pour cela, il faut construire une armée à la mesure de cette ambition.

Mais, généralement, le raisonnement chinois est plus serein. Comme l'écrit Wang Jisi, directeur des études américaines à l'Académie chinoise des sciences sociales : « Selon la direction du Parti communiste, l'objectif stratégique de la Chine est de devenir une nation socialiste moderne riche, puissante, démocratique, civilisée et harmonieuse d'ici à 2049, au moment du centenaire de la fondation de la République populaire. » [21]. Cela implique ne pas faire trop de vagues et se fonder sur les forces économiques favorables qui poussent inexorablement le pays vers le leadership mondial. Le temps économique joue en faveur de Beijing.

C'est ce que développe Wang Jisi : « Il est dans l'intérêt de la Chine de contribuer à un environnement international pacifique. La Chine devrait rechercher des solutions pacifiques aux problèmes résiduels de souveraineté et de sécurité, y compris les différends territoriaux épineux entre elle et ses voisins. » [22]. Il précise dans le même article : « Le mieux que Pékin puisse faire est de renforcer ses liens économiques avec les grandes puissances tout en minimisant la probabilité d'une confrontation militaire et politique avec eux. ».

Ce qui se traduit aussi dans les objectifs généraux lancés par Beijing : « L'objectif stratégique national de la Chine est d'aboutir à une société modérément prospère à tous égards d'ici à 2021, lorsque le PCC célébrera son centenaire ; et la construction d'un pays socialiste moderne, prospère, fort, démocratique, culturellement avancé et harmonieux d'ici à 2049, date à laquelle la République populaire de Chine (RPC) célèbre son centenaire. » [23].

Cela n'empêche nullement le gouvernement chinois de tracer des frontières quelque peu arbitraires pour délimiter l'espace dans lequel l'État serait autonome et pourrait intervenir à sa guise. L'amiral Liu Huaqing a défini ces points limites dans sa politique des « trois lignes d'îles », élaborée entre la fin des années 1980 et 2004. Selon celle-ci, la Chine devrait assurer son contrôle d'abord sur ses côtes, puis sur les mers de Chine pour 2020, enfin sur la haute mer pour 2050. On aboutit à la carte suivante qui définit ces différents horizons :



Figure 3. The First and Second Island Chains. PRC military theorists conceive of two island "chains" as forming a geographic basis for China's maritime defensive perimeter.

Il y a d'abord les côtes immédiates. Ensuite, on a la première ligne rouge qui délimite un espace comprenant des îles dont la souveraineté est contestée avec le Japon en mer de Chine orientale, à Taiwan et sur la quasi-totalité de la mer de Chine méridionale. Inutile d'ajouter que ces réclamations de territorialité ou de barrières vitales sont très mal perçues par les États voisins, entre autres par le Japon, les Philippines et le Vietnam, avec lesquels il y a régulièrement des escarmouches et des querelles diplomatiques.

L'île de tous les dangers

Le cas le plus épineux est celui de Taiwan. Île occupée par les Japonais de 1895 à 1945, c'est là que Jiang Jieshi [24] s'est réfugié après sa défaite en 1949. Ce seigneur de la guerre, à la tête du Guomindang, s'est installé dans l'île à travers un régime dictatorial couvert du parapluie américain [25]. Pour le gouvernement de Beijing, ce territoire fait partie intégrante de la Chine et doit retourner à sa mère patrie.

En fait, les forces militaires continentales pourraient envahir Taiwan. Mais si c'était le cas, Washington interviendrait au nom d'un traité de sécurité datant de 1979. À diverses reprises, les autorités de l'île ont marqué leur volonté d'indépendance, ce qui provoque des tensions avec les autorités chinoises. C'est manifestement un terrain sensible.

Entre 1994 et 1996, la crise était à son paroxysme. Les Chinois ont organisé des opérations militaires dans le détroit de Formose [26]. Le président américain, à l'époque Bill Clinton, reçoit le président de l'île quasiment comme un chef d'État. En 1996, des missiles chinois arrivent à proximité du territoire taiwanais. Les autorités militaires indiquent directement leur intention de ne pas attaquer. Mais plusieurs personnalités de la droite ultraconservatrice comme Richard Armitage, Paul Wolfowitz et Lewis Libby envoient une lettre à Clinton pour dénoncer sa politique laxiste de laissez-faire. Les affaires n'iront pas plus loin.

Mais il est clair que c'est un point de friction qu'il serait aisé d'instrumentaliser pour déclencher un conflit, qui se transformerait très naturellement en une conflagration mondiale. Les deux journalistes auteurs du livre sur la guerre prochaine avec la Chine écrivent très logiquement : « Force est de constater que si les États-Unis ne s'engagent pas à intervenir en cas de conflit sino-taiwanais, rien n'arrêtera les ambitions dominatrices de la Chine en Extrême-Orient. » [27]. D'où la nécessité pour Washington de réagir.

Les deux auteurs imaginent un scénario où Beijing aurait décidé d'envahir Taiwan en 2004 [28]. Cela commencerait par un blocus. Taipei exigerait une aide américaine, que la Maison-Blanche ne pourrait refuser. Et c'est l'engrenage face à une Chine surarmée et agressive. Les journalistes veulent éviter ce cas de figure et appellent donc à la fermeté face à l'empire du Milieu. Hypothèse qui ne s'est jamais réalisée jusqu'à aujourd'hui, mais qui entretient un sentiment antichinois dans la population américaine.

Ce n'est pas pour rien non plus que les parties des rapports de la Commission sur le suivi de la Chine consacrées à Taiwan mettent en exergue, elles aussi, les potentialités de friction. Il suffirait d'actionner un élément pour déclencher une catastrophe planétaire dont l'humanité aurait du mal à se remettre. C'est cela le plus gros bouton dont Donald Trump dispose [29].

D'autant qu'à Washington siègent à nouveau les plus durs des faucons, qui se disent que le meilleur moyen d'enrayer la progression de la Chine est peut-être de la provoquer sur le terrain militaire, là où l'avantage reste américain. La conscience est présente dans une partie de l'élite américaine que ce qui est bon pour Beijing est, en fait, désastreux pour les États-Unis. C'est ce qu'a littéralement déclaré Robert Lighthizer, représentant américain au commerce, devant le Sénat en mars 2018 : « Si la Chine domine le monde, c'est mauvais pour l'Amérique ». [30].

C'est pourquoi Donald Trump a lancé sa croisade commerciale, mais dont les enjeux dépassent très largement l'aspect des relations économiques entre les deux États. Comme l'a commenté l'ancien conseiller du président Steve Bannon dans son style cynique, mais lucide : « Les États-Unis et la Chine se sont engagés dans une Â« guerre économique Â» à partir de laquelle il ne peut y avoir qu'un seul gagnant ». [31].

Cette guerre entamée par les États-Unis risque de se retourner contre eux. C'est en tous cas l'avis de Chalmers Johnson, ancien agent de la CIA et spécialiste de l'Asie, qui écrit : « Qu'on l'appelle mondialisation, consensus de Washington, Â« soft power Â» ou la Â« nation indispensable Â» , cela aboutit toujours à la nécessité de maintenir un ordre mondial inspiré, financé et dirigé par les États-Unis. Alors que cet hégémonisme vis-à-vis de l'Allemagne, du Japon, de l'Amérique latine, de la Russie ou des Nations unies ne résultera probablement qu'en extensions impériales et en un probable déclin à long terme des États-Unis, les tentatives américaines pour établir une hégémonie sur la Chine tendent vers des futurs plus explosifs et sont en tous les cas vouées à l'échec ». [32] Selon lui, la Chine étant la nation la plus peuplée et dont l'économie croît le plus vite au monde, il est illusoire de penser pouvoir la « contenir ». Washington, comme les autres, pourra juste s'adapter à elle. [33]

La prochaine guerre... qui ne vient jamais

Depuis plus de deux siècles, bon nombre de livres abordent la question de la guerre et des conflits armés. Dans son manuel de stratégie militaire intitulé *De la Guerre* et écrit après la période napoléonienne, le général prussien Carl von Clausewitz a relevé ce constat demeuré célèbre : « La guerre n'est que le prolongement de la politique par d'autres moyens. ». Depuis lors, les polémologues cherchent à décrypter ce qui, dans le prolongement des intérêts des nations, pourrait amener une conflagration généralisée. Depuis 1914, on sait qu'une étincelle suffit parfois à embraser un continent.

Ainsi, en 1991, George Friedman, fondateur de Stratfor, société privée américaine qui oeuvre dans le domaine du renseignement, publie avec sa femme Meredith LeBard un ouvrage titré *The Coming War With Japan* [34]. Après l'effondrement de l'URSS, les États-Unis se cherchent un nouvel adversaire. À ce moment, l'archipel nippon est clairement candidat à cette position. En effet, sa croissance depuis les années 1950 est exceptionnelle. Les multinationales japonaises dament le pion à leurs consœurs américaines. Certaines d'entre elles dominent déjà leur secteur. Elles ont des méthodes de production industrielle plus efficaces, que les firmes américaines ont du mal à reproduire chez elles. En 1991, les banques et la finance de l'Empire du soleil levant [35] répandent leurs moyens considérables partout sur la planète.

Mais le Japon s'apprête à vivre la plus longue crise de son histoire. Après une période de développement fulgurant, le pays s'installe dans une dépression permanente, dont elle n'est toujours pas réellement sortie. Deux facteurs vont perturber l'essor nippon qui paraissait inexorable. Primo, si Tokyo se présente comme un géant économique, c'est un nain politique et militaire, tout comme l'Allemagne - mais celle-ci dispose de l'Union européenne. Le gouvernement japonais ne peut pas imposer ses entreprises comme, par exemple, Washington le peut grâce à ses forces armées disséminées à travers le monde. Secundo, face à la domination nipponne, les compagnies américaines ont choisi soit de délocaliser leur production à l'étranger, en particulier dans le tiers-monde, soit de s'y approvisionner. Bénéficiant d'une main-d'oeuvre bon marché pour fabriquer les produits bas de gamme comme les vêtements ou les biens électroniques courants, elles peuvent à nouveau affronter, du moins dans les branches de technologie de pointe, des multinationales japonaises qui sont peu internationalisées et produisent presque tout dans l'archipel.

Rien ne dit donc que la prévision des deux journalistes Richard Bernstein et Ross Munro, qui ont rédigé *The Coming War with China*, sera opportune [36]. Mais leurs arguments tiennent la route. Beijing possède des capacités militaires pouvant rivaliser partiellement avec celles des États-Unis. Contrairement au Japon, il n'est pas soumis à la

Volet 5 : Une rivalité accrue dans tous les domaines

Maison-Blanche par un acte de dépendance défensive. Certes, ses firmes ne bénéficient pas d'un système de production plus efficace, mais elles profitent d'un processus de financement généreux qui leur permet d'accumuler rapidement. Elles ont également l'exemple japonais qui a procédé à l'organisation de sa progression économique à partir d'une régulation étatique et la Chine compte bien s'en inspirer.

Mais les États-Unis ont sans doute plus d'un tour dans leur sac. Et une guerre annoncée n'arrive pas toujours. On en veut pour preuve l'excellent ouvrage de Ludwell Denny, journaliste américain, en 1930, dont le titre était : *L'Amérique conquiert l'Angleterre* [37]. Il annonçait, non sans preuve à l'appui, que le destin de l'humanité s'orientait vers une guerre mondiale entre les États-Unis et la Grande-Bretagne : « Une guerre entre l'Amérique et l'Angleterre est plus probable qu'une guerre entre l'Amérique et toute autre puissance. » [38].



Port de Doraleh à Djibouti

Bien sûr, si on s'arrête à la taille des îles britanniques et qu'on la compare à celle de son ancienne colonie, la différence est flagrante. Mais à l'époque, Londres dispose encore d'un vaste empire colonial. Comme l'écrit Ludwell Denny : « L'Union économique impériale, qui semble être le seul moyen de sauver l'Angleterre, est aussi le seul moyen d'intensifier la guerre économique anglo-américaine. Une des principales raisons qui empêchent le conflit économique anglo-américain de devenir une guerre par les armes est l'incomparable supériorité américaine. Mais si deux groupes économiques de puissance à peu près égale se trouvaient en conflit, la guerre ne tarderait pas à éclater. » [39]. Il ajoute : « Il n'y a pas de place dans le monde pour deux empires comme l'empire britannique et l'empire américain. Ou bien l'Angleterre s'inclinera pacifiquement devant la supériorité américaine, ou bien elle y sera contrainte par les armes. » [40].

Les tensions entre les deux États ne manquent pas. Le contrôle sur les matières premières s'intensifie à l'échelle planétaire. Pour n'importe quelle denrée, que ce soit le charbon, le pétrole ou le caoutchouc, des multinationales britanniques affrontent des compagnies américaines tout aussi avides qu'elles pour prendre possession des terrains miniers et leurs richesses, sans considération aucune pour les populations locales et leurs besoins.

Ce qui est intéressant pour notre propos réside dans la description de l'auteur des interventions du gouvernement américain dans cette lutte fratricide contre l'ancienne métropole. À ne pas s'y méprendre, elles font penser à ce qu'aujourd'hui les Américains reprochent aux Chinois. En effet, on voit un État à la manoeuvre pour offrir à ses entreprises les armes pour gagner les batailles sur son territoire et à l'étranger.

Le maître d'oeuvre n'est pas un inconnu. Il s'agit d'Herbert Hoover, qui durant la Première Guerre mondiale se chargea du ravitaillement des populations sous l'occupation allemande, en particulier celui de la Belgique, et qui

devint le malheureux président dont le mandat fut ponctué par le krach de Wall Street en 1929. Mais, entre le 5 mars 1921 et le 21 août 1928, il sera le terrible secrétaire au Commerce qui prendra fait et cause pour les multinationales américaines.

Ludwell Denny détaille ses manigances : « M. Hoover réorganisait son département et en faisait un grand service de renseignements et une grande école d'entraînement pour le commerce américain. Il plaça l'idée du commerce extérieur chez les banquiers et industriels américains, petits et grands. Il prit dans les universités et les écoles techniques des jeunes gens pour compléter le personnel de son organisation du temps de guerre, et en fit une troupe de choc de l'avance économique américaine sur le monde. Au fur et à mesure qu'il complétait leur formation, il les plaçait comme experts économiques dans les banques et dans les grandes sociétés, et en formait d'autres pour le service du gouvernement. Ainsi se créa le personnel destiné à faire fonctionner le nouvel empire américain. » [41].

Mais ce n'est pas tout : « En même temps, M. Hoover organisait les producteurs américains concurrents en groupes commerciaux coopérants et les persuadait par des entrevues personnelles, la propagande écrite et la pression gouvernementale, leur prêchant le nouvel évangile de l'élimination du gaspillage, de la sérialisation, de la spécialisation, de la standardisation, du calcul des prix de revient, de la recherche scientifique, des diagnostics commerciaux, de la production en série et du rendement capitaliste. En un mot, M. Hoover accomplissait l'américanisation de l'Amérique, qui n'avait été jusqu'alors que le rêve de quelques Américains et le cauchemar de nombreux Européens. » [42].

En d'autres termes, Herbert Hoover organisait les secteurs non selon la sacro-sainte libre concurrence, mais selon un plan aménagé pour les firmes américaines dans leur lutte contre leurs rivales étrangères. Ce que les autorités américaines dénoncent aujourd'hui des pratiques de la Chine, comme ils l'avaient déjà fait dans les années 1970, 1980 et 1990 contre le Japon.

Il ne faut pas oublier qu'à l'époque aussi, les États-Unis exigeaient parmi les tarifs douaniers les plus élevés de la planète. En 1928, 34% des produits en valeur étaient concernés et, en moyenne, le pourcentage de hausse exigée s'élevait à 40,6%, ce qui faisait du pays l'un des plus protecteurs. La loi en vigueur, édictée en 1922, avait été concoctée « dans l'intention arrêtée de frapper nos concurrents étrangers et en particulier l'Angleterre. » [43] Et, le 30 juin 1930, la loi Smooth-Harley durcissait encore cette politique protectionniste.

En 1929, la Grande-Bretagne et 28 autres pays se sont plaints de cette politique douanière, alors que les pays achetaient de plus en plus américains. Washington répliqua qu'il n'était pas le seul à exiger des droits élevés [44].

Il est intéressant de constater que, dans le but de casser l'alliance qui existait entre Londres et Tokyo, les États-Unis ont pris la décision de ne pas installer de bases militaires dans l'île de Guam dans le Pacifique et aux Philippines, alors qu'ils en avaient l'occasion. Ils ont fait mieux : ils ont préparé des navires pour aider les Japonais à envahir la Mandchourie [45]. On voit où cette politique a mené.

Les critiques proférées par les néoconservateurs aujourd'hui contre Beijing - et reprises en chœur par tout l'establishment américain - n'ont donc que peu de poids. Elles dénoncent des pratiques que les États-Unis ont largement utilisées en leur temps pour devenir le leader de la planète et qui sont encore d'actualité. Washington peut se plaindre que les firmes chinoises font de l'espionnage industriel, qu'elles piratent les produits du monde entier, qu'elles usent des failles du système informatique pour s'emparer de données confidentielles. Mais le Pentagone utilise les mêmes moyens à grande échelle, avec son antenne de renseignements, la NSA, qui capte toutes les données de communication transmises dans le monde. Ce qui lui permet de savoir comment telle entreprise étrangère a pu obtenir tel contrat auprès du gouvernement de tel État et de conseiller la multinationale américaine concurrente pour finalement arracher la victoire sur ce dossier.

En fait, l'objectif de Ludwell Denny est de prévenir les populations de ce qui les attend avec ce développement de la concurrence impitoyable, de ces batailles commerciales qui peuvent déboucher sur des conflits armés. Son message n'a pas perdu de sa valeur. Il écrit, en effet : « Si les peuples d'Europe avaient compris que les causes qui poussent leurs nations à la guerre n'étaient pas avant tout des conflits spirituels entre les Huns et les Élus du Seigneur, mais des luttes économiques pour le fer, le charbon, le pétrole, les matières premières coloniales, les excédents de population et les débouchés, la maîtrise de la mer, etc., auraient-ils consenti à se battre ? Peut-être. Mais seule la connaissance par le public de ces causes et de ces buts de guerre pourrait empêcher une guerre anglo-américaine. Les autres garanties de paix ne sont rien par rapport à cette assurance-là. » [46]. Et il ajoute : « Le danger de guerre existe. Une lutte farouche se livre pour des débouchés, des matières premières, pour la suprématie financière. Mais cette lutte ne constitue pas le danger le plus grave. Le danger est dans l'ignorance des peuples. Ils croient que les conflits internationaux peuvent être réglés par des armées et des marines. Ils croient encore qu'on peut gagner une guerre. » [47].

Évidemment, les événements ne sont pas passés comme l'avait pronostiqué le journaliste. Des forces plus obscures encore sont apparues en Europe pour restaurer le prestige de pays vaincus lors de la guerre 1914-1918. L'Allemagne a de nouveau aspiré à l'hégémonie mondiale et s'est finalement opposée aussi bien à l'Angleterre qu'aux États-Unis. Elle a trouvé avec le Japon, un allié de circonstance, qui partageait un désir similaire, mais sur un autre continent.

Aujourd'hui, on peut estimer que le danger le plus probable est un conflit entre la Chine et les États-Unis. Pour paraphraser Ludwell Denny : « Une guerre entre l'Amérique et la Chine est plus probable qu'une guerre entre l'Amérique et toute autre puissance. ». Mais qui sait ce qui peut se passer ? Quelles nouvelles forces obscures peuvent apparaître ? Et ne débouchera-t-on pas sur une hostilité majeure entre d'autres États, par exemple, la Russie et la coalition occidentale ? La situation en Syrie, où chaque État avance ses pions éventuellement au détriment des autres, au centre de ce Moyen-Orient si stratégique, ne va-t-elle pas dégénérer et se transformer progressivement en conflagration généralisée ?

Des lendemains qui déchantent

Les événements récents n'ont pas de quoi rassurer sur l'état du monde. Deux empires se disputent à nouveau l'hégémonie mondiale. La Chine est la puissance montante, son développement économique progresse inexorablement. Elle renforce également sa présence politique et militaire dans le monde.

Les États-Unis sont une puissance déclinante. Ils disposent toujours d'un avantage, mais celui-ci se restreint au fil du temps et cela inquiète la classe dominante américaine. D'où une certaine division en son sein et l'arrivée d'hommes plus sulfureux à la tête de l'État.

Certes, il ne s'agit pas d'empire selon l'acception ancienne, avec une métropole qui contrôle, dirige et administre des territoires de plus en plus grands, comme au temps des colonies. Mais ce sont des batailles engagées pour attirer dans son camp l'un ou l'autre pays, pour favoriser telle ou telle solution qui satisferait ses entreprises en vue de l'obtention de contrats juteux. Les escarmouches n'en sont pas moins nombreuses et les combats moins âpres, notamment parmi les États les plus pauvres de la planète qui n'ont guère de possibilités de résister aux politiques du bâton et de la carotte présentées par les deux puissances.

On pourrait croire que la Chine étant le pouvoir ascendant elle serait aussi la plus agressive, afin de soustraire des marchés à son concurrent. C'était effectivement le cas au début du XXe siècle, parce que les colonies qui étaient convoitées assuraient un marché domestique entièrement sous contrôle. Il fallait donc courir pour obtenir, voire

Volet 5 : Une rivalité accrue dans tous les domaines

arracher, le plus grand nombre de territoires sous sa juridiction. D'où cette quête incessante de contrées à conquérir à partir des années 1870, que nous avons décrite dans un numéro du Gresea Échos [48].

La situation actuelle est différente. Les marchés ne sont plus aussi fermés. Théoriquement, celui qui adresse l'offre la plus intéressante et la moins chère a des chances d'avoir la commande. Et, sur ce point, les firmes chinoises ont une longueur d'avance.

C'est donc plutôt la puissance en recul qui se dévoile être la plus acharnée à défendre son pré carré. C'est elle qui insiste pour le respect intégral des normes internationales, écrites ou non, qu'elle a elle-même imposées au monde. C'est elle qui menace en permanence de recourir à la force. C'est elle qui l'a fait le plus souvent aussi. Durant les trente dernières années, les États-Unis ont mené 13 conflits d'une certaine envergure pour un coût total de 14.200 milliards de dollars. [49] Barack Obama, qui n'est pas le président américain le plus belliciste de ces dernières décennies, a été le premier en exercice à n'avoir jamais connu de temps de paix [50].

Il y a aussi des mythes qui persistent, selon lesquels, par exemple, les pays sont trop interconnectés pour se faire la guerre, notamment avec les importantes relations commerciales entre la Chine et les États-Unis. Cette hypothèse a été émise par Norman Angell dans un livre, *La grande illusion*, publié en 1910, soit quatre ans avant le début de la Grande Guerre. Aujourd'hui, du côté américain, on avance que des démocraties n'en viennent pas aux armes pour résoudre leurs problèmes. On peut discuter du terme de démocratie que sous-entendent les auteurs de cet argument. Si l'on comprend par là être d'accord avec Washington, ce raisonnement est quasiment une tautologie. Mais, si l'on reprend ce qu'en général les responsables américains mettent sous ce concept, à savoir une démocratie formelle, alors cette conclusion a été déjà réfutée en 1914. Les parlements allemand et français ont voté à une grande majorité les crédits d'une guerre qu'ils croyaient courte, mais qui s'est révélée être catastrophique.

Le pire n'est pas toujours ce qui arrive. Mais, reprenons les mots de Ludwell Denny : les causes des guerres sont souvent d'ordre économique ou géostratégique pour permettre à une puissance et à sa classe dirigeante d'avancer vers l'hégémonie ; les populations doivent le savoir et doivent également comprendre qu'elles ne sortent jamais victorieuses de tels conflits.

Pour lire le 1e volet, Â« La Chine : ennemi numéro 1 de Washington Â», cliquez [ici](#)

Pour lire le 2e volet, Â« Les nouvelles routes de la soie : le cauchemar de Brzezinski passe par l'Asie centrale Â», cliquez [ici](#)

Pour lire le 3e volet, Â« Made in China Â», cliquez [ici](#)

Pour lire le 4e volet, Â« La Commission antichinoise des États-Unis Â», cliquez [ici](#)

Pour citer cet article :

Henri Houben, Â« Volet 5 : Une rivalité accrue dans tous les domaines Â» décembre 2018, texte disponible à l'adresse :

[\[http://www.econospheres.be/Volet-5-Une-rivalite-accrue-dans-tous-les-domaines\]](http://www.econospheres.be/Volet-5-Une-rivalite-accrue-dans-tous-les-domaines)

- [1] Henri Houben, « Pourquoi avoir permis l'élection de Donald Trump ? », étude Gresea, 26 avril 2018 : <http://www.gresea.be/Pourquoi-avoir-permis-l-election-de-Donald-Trump>.
- [2] Jean-François Susbielle, Chine-USA. La guerre programmée, Éditions Générales First, Paris, 2006, p.251.
- [3] Chalmers Johnson, Nemesis. The Last Days of the American Republic, Metropolitan Books, New York, 2006, p.277.
- [4] Council of State, China's Military Strategy, The State Council Information Office of the People's Republic of China, mai 2015, p.4.
- [5] Si tu veux la paix, prépare la guerre.
- [6] Hughes Eudeline, Pékin : scénario d'unification par la force », in Michel Korinman (dir.), Les leçons de Donald Trump, éditions L'Esprit du Temps, Bègles, 2017, p.381.
- [7] *Le Monde*{}, 17 juillet 2017.
- [8] *Le Monde*{}, 5 février 2018.
- [9] *Jeune Afrique*{}, 4 avril 2017.
- [10] *La Tribune Afrique*{}, 10 octobre 2017.
- [11] *Le Monde*{}, 5 février 2018.
- [12] *Ouest France*{}, 25 avril 2017.
- [13] Council of State, op. cit., p.9.
- [14] Henri Houben, « Les nouvelles routes de la soie : le cauchemar de Brzezinski passe par l'Asie centrale », Gresea, 28 juin 2018 : <http://www.gresea.be/Volet-2-Les-nouvelles-routes-de-la-soie-le-cauchemar-de-Brzezinski-passe-par-l>.
- [15] US Office of The Secretary of Defense, « Military and Security Developments Involving the People's Republic of China 2017 », Annual Report to Congress, p.43 : https://www.defense.gov/Portals/1/Documents/pubs/2017_China_Military_Power_Report.PDF.
- [16] Shanghai Cooperation Organisation.
- [17] Jean-François Susbielle, op. cit., p.216.
- [18] Serge Michel, « Vers une collision en Afrique », in Le Cercle Turgot, Chinamérique : un couple contre-nature, éditions Eyrolles, Paris, 2011, p.199.
- [19] *Le Monde*{}, 17 juillet 2017.
- [20] China Dream : The Great Power Thinking and Strategic Positioning of China in the Post-American Era.
- [21] Wang Jisi, « China in the Middle », The American Interest, volume 10, n°4, 2 février 2015 : <https://www.the-american-interest.com/2015/02/02/china-in-the-middle/>.
- [22] Wang Jisi, « China's Search for a Grand Strategy », Foreign Affairs, volume 90, n°2, mars-avril 2011.

[23] Council of State, op. cit., p.7.

[24] En français courant, on utilise plus fréquemment le nom de Tchang Kaï-chek.

[25] À la mort du dictateur en 1975, le régime s'est progressivement démocratisé.

[26] Formose est le nom que donnèrent les Portugais en découvrant cette île de Taiwan.

[27] Richard Bernstein & Ross Munro, Chine-États-Unis : danger, éditions Bleu de Chine, Paris, 1998, p.195.

[28] Leur livre date de 1997, rappelons-le.

[29] Allusion à cette passe d'armes entre Donald Trump et Kim Jong-un, le président nord-coréen, pour savoir qui pourrait déclencher les hostilités nucléaires.

[30] « How 'Made in China 2025' Frames Trump's Trade Threats », Bloomberg News, 10 avril 2018.

[31] *The Financial Times*{}, 20 août 2017.

[32] Chalmers Johnson, *Blowback. The Cost and Consequences of American Empire*, Time Warner, Londres, 2002, p.147.

[33] Chalmers Johnson, op. cit., p.230.

[34] La guerre prochaine avec le Japon.

[35] Nom que l'on donne parfois au Japon.

[36] Le contenu de leur ouvrage a été traité dans l'article Henri Houben, « La Chine : ennemi numéro 1 de Washington », Gresea, 19 juin 2018 : <http://www.gresea.be/Volet-1-La-Chine-ennemi-numero-1-de-Washington>.

[37] En anglais : America Conquers Britain.

[38] Ludwell Denny, *L'Amérique conquiert l'Angleterre*, éditions Gallimard, Paris, 1933, p.7.

[39] Ludwell Denny, op. cit., p.74.

[40] Ludwell Denny, op. cit., p.262.

[41] Ludwell Denny, op. cit., p.53.

[42] Ludwell Denny, op. cit., p.54.

[43] Ludwell Denny, op. cit., p.57.

[44] Ludwell Denny, op. cit., p.59-60.

[45] Ludwell Denny, op. cit., p.116.

[46] Ludwell Denny, op. cit., p.24.

[47] Ludwell Denny, op. cit., p.25.

[48] La Première Guerre coloniale mondiale, Gresea Échos, n°79, 2014 <http://www.gresea.be/La-Premiere-Guerre-coloniale-mondiale>.

[49] James O'Neill, « One Belt, One Road, le nouveau paradigme géopolitique », in Michel Korinman (dir.), op. cit., p.340.

[50] James O'Neill, op. cit., p.339.